



Santé: le don gratuit, un modèle rare "à maintenir" (Delfraissy)

Par AFP le 19 janvier 2018

La gratuité des dons d'organes, de sang ou de gamètes est un modèle rare dans le monde, que la France devrait préserver, estime Jean-François Delfraissy, président du Comité consultatif national d'éthique (CCNE), qui vient de lancer les Etats généraux de la bioéthique.

"En France le modèle est très particulier, pas unique mais assez isolé: le don est non rémunéré", a-t-il souligné vendredi au micro de RMC/BFM TV. "C'est +du granit breton+ qu'il faut maintenir, quelque chose de très important, la construction même de notre culture en France".

"Néanmoins elle (cette culture, ndlr) est très isolée et les gens s'interrogent: faut-il poursuivre cet aspect de gratuité? C'est une question qui va se poser", a-t-il relevé, alors que notamment la question de la procréation médicalement assistée fait partie des sujets attendus aux Etats généraux.

Interrogé sur l'impact qu'aurait sur la demande de dons l'éventuelle ouverture de la PMA aux "femmes seules" (ndlr: les femmes célibataires et les couples de femmes), il a souligné que "c'est vrai qu'il y a un manque un peu de dons de gamètes, qu'on pourrait peut-être aggraver dans un premier temps. Mais si la PMA devait s'ouvrir aux femmes seules, c'est un nombre qui ne serait pas si considérable et je pense qu'il y aura un phénomène d'équilibre".

Ce don de gamètes devra-t-il rester anonyme? "Là aussi c'est une question. Il faut écouter", a-t-il répondu: "Des associations de personnes nées de dons souhaitent savoir qui est leur père. On va les écouter. Je n'ai pas personnellement de position sur le sujet".

Concernant la gestation pour autrui (GPA), et la motivation des mères porteuses, "je pense que pour une série de femmes, notamment aux Etats-Unis et au Canada où c'est très réglementé, il y a l'idée de donner à une famille en mal d'enfants. (Mais) dans d'autres régions c'est devenu des entreprises commerciales".

"La balance entre les deux est difficile," a-t-il ajouté. "On se dit que par certains côtés, on pourrait laisser ouvrir certaines GPA ciblées, et que si on laisse ouvrir ce genre de décisions ce sera difficile de ne pas le maintenir".

L'absence de position européenne commune sur tous ces sujets est pour lui source de perplexité: "pourquoi des pays originaires de la même culture comme l'Espagne, la Suisse, la

Belgique et la France ont-ils sur ces sujets sociétaux - la fin de vie ou la GPA - des positions aussi distinctes? Je n'ai toujours pas compris".

Les Etats généraux de la bioéthique, lancés jeudi, dureront 5 mois, avec des auditions et des débats dans toute la France, autour de thèmes brûlants incluant aussi l'intelligence artificielle, la génétique ou les neurosciences.